

Les professionnels de l'affichage demandent réparation !

FB.E.M

Libreville/Gabon

LE Collectif des régies publicitaires non réhabilités (CRPNR) est en colère. Ses membres l'ont fait savoir, vendredi dernier, à Libreville, au cours d'un point de presse, Ce groupe qui rassemble une vingtaine d'entreprises publicitaires dont les panneaux avaient été démantelés en janvier 2014, à la suite d'une action de libération du do-

maine public routier par le ministère des Travaux publics, réclament, aujourd'hui, des dédommagements. Selon eux, la raison évoquée par les pouvoirs publics de vouloir assainir le secteur de l'affichage par la mise en place d'une nouvelle législation n'était qu'un prétexte voilé. Car, depuis lors, constatent-ils, il n'y a eu aucune évolution du cadre réglementaire. Pire, souligne-t-il, des panneaux publicitaires d'une nouvelle entreprise sont actuellement en cours d'installation dans les ar-

tères de Libreville et ses environs, alors que leurs régies ont, elles, été détruites avec comme conséquence plus de 1000 salariés mis au chômage". "(...) Il nous est revenu qu'au deuxième trimestre 2016, trois régies publicitaires ont été réhabilitées dans l'opacité totale. Mais aussi, qu'une convention a été signée par une régie publicitaire internationale françaises dont l'Etat gabonais serait l'un des actionnaires, par l'entremise du Fonds Gabonais d'investissement stratégique (FGIS). Face à cette injustice, il

nous a paru judicieux de nous regrouper au sein d'un collectif en vue d'engager des pourparlers avec les pouvoirs publics pour parvenir à un dédommagement, suite à l'expropriation qui a occasionné de graves préjudices aux entreprises du secteur de l'affichage, mises à l'écart par l'Etat et son associé français", a indiqué le porte-parole du Collectif, Wilfrid Koumba-Mouity. Le président du CRNP Jean-Victor Bongo espère, pour sa part, une réponse positive des autorités concernées par la question,

Photo : F.B.E.M



Le bureau du CRPNR, dont le président, Jean-Victor Bongo (2e par la gauche). A sa gauche, le porte-parole du Collectif.

"au nom de l'égalité des chances. Nous espérons en retour de toute autorité administrative, la considération, la mise en place d'un cadre convivial nécessaire pour des échanges respectueux débouchant naturellement sur des solutions adaptées à nos revendications légitimes. Et non l'arrogance, l'indifférence frisant parfois le mépris des compatriotes dans la détresse", a insisté Jean-Victor Bongo.